

Tocqueville

Durkheim

Freud

Darwin

James

Watson

Mauss

Piaget

Weber

Vygotski

Elias

Marx

Lévi-Strauss

Lorenz

Arendt

# Les GRANDS PENSEURS des Sciences Humaines



Éditions  
SCIENCES  
HUMAINES



# LES GRANDS PENSEURS DES SCIENCES HUMAINES

Sous la direction de  
Nicolas Journet

**La Petite Bibliothèque de Sciences Humaines**  
*Une collection dirigée par Véronique Bedin*

Dessins/vignettes de Clément Quintard (©Sciences Humaines).  
Maquette couverture et intérieur: Isabelle Mouton.

Retrouvez nos ouvrages sur  
[www.scienceshumaines.com](http://www.scienceshumaines.com)  
<http://editions.scienceshumaines.com/>

## **Distribution: Volumen**

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement, par photocopie ou tout autre moyen, le présent ouvrage sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français du droit de copie.

© **Sciences Humaines Éditions, 2016**  
38, rue Rantheaume  
BP 256, 89004 Auxerre Cedex  
Tél.: 03 86 72 07 00/Fax: 03 86 52 53 26  
ISBN = 9782361063849

## PRÉSENTATION DE L'OUVRAGE

Les sciences humaines sont les plus jeunes d'entre toutes les sciences : elles n'ont que deux siècles, durant lesquels la recherche des faits, l'observation directe, l'expérience et le laboratoire deviennent leur marque de fabrique et les sciences naturelles, leur boussole. Mais leur divorce d'avec la philosophie ne les dispense pas de recouper sa route chaque fois que l'esprit de science se heurte à la complexité du fait humain.

Le XIX<sup>e</sup> siècle est celui de l'histoire et de l'évolution. Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, les disciplines s'affirment : sociologie, linguistique, psychologie, économie, anthropologie connaissent leur âge « classique ». Le XX<sup>e</sup> siècle est celui des écoles, des courants et des grands récits : positivisme, behaviorisme, libéralisme, marxisme, structuralisme, néoévolutionnisme, cognitivisme... Ils rivalisent souvent et se succèdent sur le devant de la scène, avant de laisser la place à un grand doute : et si le progrès du savoir sur l'homme n'était au fond qu'illusion ? À cette autocritique les sciences humaines se sont montrées résilientes, et ont résisté par la spécialisation. Mais tous les chercheurs ne s'y sont pas résignés et l'ambition d'une nouvelle synthèse est toujours présente.

Sans prétendre être exhaustif, ce livre offre une présentation de 50 penseurs à travers les concepts majeurs qu'ils ont forgés, leurs recherches et leurs ouvrages : un indispensable vademecum de culture générale !



ADAM SMITH (1723-1790)

## De la morale à l'économie



En 1759 paraît la *Théorie des sentiments moraux*, le premier ouvrage du philosophe écossais Adam Smith. Immédiatement, le livre connaît un succès international. Son objet : définir les principes de la morale, saisir les vertus nécessaires au bon fonctionnement de la société et comprendre d'où vient le sens moral. Le principe de sympathie est au cœur de la *Théorie*, car il permet l'existence du lien social. Ce n'est pourtant pas cet ouvrage que retiendra la postérité, mais *l'Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), considéré par les économistes comme l'œuvre fondatrice de leur discipline. Tel est le paradoxe : l'auteur de la *Théorie des sentiments moraux* est perçu comme l'inventeur de l'économie en tant que science indépendante de la philosophie morale et politique. Il en aurait fait une science positive, neutre, dégagée des interrogations morales qui prévalaient auparavant<sup>1</sup>. Un pas semble donc franchi avec *La Richesse des nations*... Comment Smith, philosophe et moraliste de formation, est-il devenu le père de la science économique ?

### Contre les mercantilistes

Pour comprendre, il faut revenir sur la trajectoire intellectuelle qui l'a conduit d'un ouvrage à l'autre. Sa renommée vaut à Smith d'être choisi comme précepteur du jeune duc de Buccleuch. Il démissionne alors de l'université et entreprend de voyager en Europe. Il y rencontre Hume et Voltaire, d'Alembert, d'Holbach, Helvétius, Necker, Morellet, Turgot, Quesnay...

---

1- Voir les ouvrages de A. Hirschman, *Les Passions et les Intérêts*, Puf, 1980, de É. Halévy, *La Formation du radicalisme philosophique*, 3 vol., 1901-1904, rééd. Puf, 1995, et de L. Dumont, *Homo Aequalis*, 2 vol., Gallimard, 1977-1978, qui ont favorisé cette représentation.

François Quesnay (1694-1774), médecin à la cour de Louis XV, est le chef de file des « physiocrates », qui font de l'agriculture la source de la richesse. Si Smith n'adhère pas à ce courant de pensée, il ne le voit pas non plus comme un danger très sérieux. Il juge en revanche le « système mercantile » comme réellement nuisible à l'intérêt général. Pour les « mercantilistes », l'accroissement de la richesse nationale passe par l'excédent de la balance commerciale et l'accumulation de métaux précieux. Ils sont donc favorables au protectionnisme, contre lequel Smith s'inscrit. Pour lui, la seule source de création de richesse est le travail. Accroître la richesse suppose ainsi en premier lieu d'accroître la productivité du travail et/ou la proportion de la population occupée à des tâches productives. Au premier rang des moyens permettant d'accroître la productivité du travail vient la division du travail, comme l'illustre bien le célèbre exemple de la manufacture d'épingles (voir encadré). L'enrichissement résulte donc des progrès de la productivité du travail et de la part de la population occupée à des tâches productives. Or, c'est l'accumulation du capital qui permet d'employer toujours plus de personnes à des tâches productives. L'accumulation capitaliste a sa source dans la recherche du profit par les marchands. Le désir d'enrichissement d'une classe de la société, les marchands, devient ainsi compatible avec l'intérêt général. C'est cette idée qu'illustre « la main invisible (du marché) », mécanisme par lequel des actes individuels intéressés peuvent contribuer à la richesse collective sans avoir d'intention bienveillante.

### **L'économiste reste un philosophe**

La « main invisible » est une notion souvent interprétée comme étant au fondement du libéralisme économique : le maximum de liberté accordée aux agents économiques, marchands en particulier – c'est-à-dire le minimum d'intervention de l'État dans l'économie – conduit au maximum de bien-être pour tous, grâce à ce mécanisme qualifié alors de « providentiel ».

Mais Smith était-il vraiment ce libéral attaché à défendre le désir d'enrichissement marchand ? « Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du marchand de bière ou du boulanger que





nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. » Cette citation de *La Richesse des nations* figure dans tous les manuels. Et la messe semble dite : non seulement Smith ne voit pas d'inconvénients à l'égoïsme, mais il affirme au contraire que c'est un principe bienfaisant. On a donc souvent fait de Smith le fondateur du libéralisme économique et de *La Richesse des nations* un plaidoyer en faveur des propriétés auto-régulatrices des marchés. Avec Smith, les désirs capitalistes de quelques-uns étant favorables à tous, il devenait possible d'étudier les mécanismes marchands en ignorant la question morale liée à l'enrichissement, et de séparer ainsi la science économique de la philosophie morale.

Cette vision est aujourd'hui battue en brèche. Le philosophe Michaël Biziou<sup>2</sup> montre que la « main invisible » de Smith ne prétend pas être l'incarnation de la providence : Smith sait que les comportements individuels ont des conséquences qui peuvent aussi bien être bénéfiques que nuisibles à la société. L'opinion qu'il a des marchands est méfiante, et liée au fait que leurs agissements, s'ils ne sont pas encadrés par l'État, lui semblent plutôt nuisibles. Smith croit aussi au rôle de la vertu dans la régulation sociale, qui n'est pas entièrement assurée par les mécanismes marchands. Cette nouvelle lecture de Smith remet donc en cause la présentation habituelle de *La Richesse des nations*, qui ne devrait pas être séparée de la *Théorie des sentiments moraux*. Smith n'a sans doute jamais pensé que la science économique devait tourner le dos à toute considération morale, ni épargner aux individus le souci d'être vertueux, et n'a pas affirmé que la main invisible était capable à elle seule d'assurer l'équilibre et la prospérité générale des sociétés. Le Smith économiste ne doit pas éclipser le philosophe...

Dorothee Picon

---

2- M. Biziou, *Adam Smith et l'origine du libéralisme*, Puf, 2003. Voir aussi son article consacré à A. Smith dans *Penseurs de la société*, éd. Sciences Humaines, coll. « PBSH », 2015.

## La théorie du libre marché

Porteur d'une double casquette d'économiste et de philosophe politique, Adam Smith a donc laissé un héritage complexe, destiné à être dispersé par la recherche d'une science économique plus autonome, capable de décrire les mécanismes de la croissance industrielle.

Plus que par ses idées politiques – qui n'avaient encore aucun aperçu sur ce qu'allaient être les démocraties libérales –, sa postérité consiste en une poignée de notions qui forment le noyau dur de la théorie économique dite « classique ».

- **La « main invisible du marché »** n'est qu'une image, mais elle a fait le tour du monde. Elle préfigure, selon George Stigler, « le plus important des axiomes » du libéralisme économique, à savoir qu'en régime de concurrence, le marché – le jeu des acteurs intéressés – est autorégulateur, et tend à l'équilibre. Cela ne représente qu'un aspect de la pensée de Smith, mais il sera retenu sans condition par les économistes libéraux.

Les économistes néoclassiques Léon Walras, Alfred Marshall, puis Kenneth Arrow et Gérard Debreu élaboreront une théorie (celle de l'« équilibre général ») qui postule qu'il existe, à l'échelle d'un système économique, un état calculable des prix tel qu'il assure sa stabilité.

- **La théorie de la valeur travail**, qui considère que la valeur d'échange des biens a son origine dans la quantité de travail consacrée à leur production. Cette conception prévaudra jusqu'en 1870 chez des penseurs aussi bien libéraux comme David Ricardo, Thomas Malthus et John Stuart Mill, qu'interventionnistes, comme Karl Marx. Elle sera reléguée ensuite par la théorie de l'utilité marginale de Carl Menger et Léon Walras, qui attribue la formation des prix au seul rapport entre l'offre et la demande.

- **La notion d'avantage absolu**, avancée par Smith, justifie le développement des échanges commerciaux au long cours : chaque pays trouve son avantage en exportant ce qu'il produit à moindre coût, et en important ce que d'autres font mieux que lui. Ce théorème sera repris et mathématisé par D. Ricardo en 1817, prenant le nom d'avantage comparatif.

D. P.



## La manufacture d'épingles

L'une des idées fondamentales de *La Richesse des nations* (1776) est que la division du travail accroît la productivité. Elle est illustrée par le fameux exemple de la manufacture d'épingles : « J'ai vu une manufacture d'épingles qui n'employait que dix ouvriers, et où, par conséquent, quelques-uns d'eux étaient chargés de deux ou trois opérations. Mais quoique la fabrique fût fort pauvre et, par cette raison, mal outillée, cependant, quand ils se mettaient en train, ils venaient à bout de faire entre eux environ douze livres d'épingles par jour. (...) Chaque ouvrier faisant une dixième partie de ce produit peut être considéré comme donnant dans sa journée quatre mille huit cents épingles. Mais s'ils avaient travaillé à part et indépendamment les uns des autres, et s'ils n'avaient pas été façonnés à cette besogne particulière, chacun d'eux assurément n'eût pas fait vingt épingles, peut-être pas une seule, dans sa journée. (...) La division du travail, aussi loin qu'elle peut être portée, amène un accroissement proportionnel dans la puissance productive du travail. »

Cette idée n'est pas une découverte d'Adam Smith, on la trouve aussi chez David Hume et bien d'autres auteurs de l'époque. A. Smith a semble-t-il utilisé plusieurs sources pour décrire la manufacture d'épingles, notamment un article « Épingle » de l'*Encyclopédie* de Diderot et de d'Alembert (1751-1772).

D. P.

JULES MICHELET (1798-1874)

## L'invention de l'histoire nationale



« J'aperçus la France. Elle avait des annales et non point une histoire. » Au soir de sa vie, dans une nouvelle préface à sa monumentale *Histoire de France*, Jules Michelet affirme tout simplement qu'avant lui l'histoire de France n'existait pas. Elle n'aurait été jusque-là que succession chronologique d'événements contés dans des Chroniques ou des Annales. Or, la vraie histoire, selon Michelet, suppose une saisie globale, une vue d'ensemble qui rassemble le passé d'un peuple dans une vaste épopée. Dans son *Introduction à l'histoire universelle*, écrite en 1831, il envisage toute l'histoire humaine comme un combat prométhéen pour la liberté : c'est celui que les hommes mènent depuis toujours pour s'arracher aux poids des contraintes naturelles et des croyances fausses.

Vers la même époque, le philosophe Victor Cousin, qui avait été son professeur, proposait dans son *Cours d'histoire de la philosophie* (1828) une version simplifiée assez mal digérée de la philosophie de Hegel. Toute l'histoire humaine y apparaît comme une marche de la pensée vers la raison universelle. Pour Hegel, l'histoire devait conduire vers le savoir, pour Michelet vers la liberté. Autre différence : Michelet goûte assez peu la philosophie ; il refuse la vision « pétrifiée » du penseur allemand, l'histoire guidée par des principes généraux. Il veut une histoire humaine, où les hommes travaillent, se battent, inventent, voyagent, s'unissent, rêvent. Une histoire vivante en somme. Si l'histoire possède un sens, elle le fait comme le cours d'un fleuve. Il y a bien une pente naturelle (la route vers la liberté), mais le trajet n'est pas fixé à l'avance. Parfois calme et sinueux, il peut devenir torrentiel.



## « La France est une religion »

Son *Histoire de France* sera la grande œuvre de sa vie. Lorsqu'il entreprend sa rédaction, en 1831, Michelet a trente-trois ans. Il vient d'être nommé chef de section aux Archives nationales. En 1834, il est promu à la Sorbonne et en 1838, à quarante ans, il est élu au Collège de France et à l'Académie des sciences morales et politiques.

Les premiers volumes de son *Histoire de France* nous plongent dans les « âges sombres » du Moyen Âge. C'est à Michelet que l'on doit l'image noire de cette période, que des médiévistes au siècle suivant s'attacheront à réhabiliter. Pour lui, c'est le temps des barbares, de la misère paysanne, des croisades, des superstitions, des « rois pourris », une « mer superbe de sottises ». Mais tout n'est pas négatif dans son histoire. Il fait la part belle au peuple paysan, et même à la « pucelle de Domrémy ». L'histoire y est vue de « bas en haut ».

Arrivé au règne de Louis XI, il interrompt sa rédaction pour s'atteler à la rédaction d'une copieuse *Histoire de la Révolution française*. Le projet est aussi vaste que le précédent (7 volumes parus entre 1847 et 1853). La Révolution n'y est pas simplement vue comme la révolte du peuple et l'abolition de la monarchie. À travers elle s'est construite la nation française. L'unité nationale y a été célébrée comme une religion nouvelle. « La France est une religion », écrira curieusement Michelet dans son petit livre sur *Le Peuple* (1846). Que faut-il entendre par là ? Qu'après des siècles obscurs pendant lesquels les hommes ont été écrasés « sous la roue du char des faux dieux », ils ont retrouvé avec la Révolution un nouveau dieu, un nouvel espoir, une nouvelle légende.

En 1855, Michelet reprend le cours de sa grande *Histoire de France*. Le septième volume (l'ensemble en comptera 17) s'ouvre sur la période de la Renaissance. Michelet n'a pas inventé le mot, mais il lui a donné un sens original. Par contraste avec le Moyen Âge, il célèbre la Renaissance comme une civilisation nouvelle, un esprit collectif marqué par l'optimisme, la foi en l'homme. Bien entendu, la Renaissance n'est pas française mais commence en Italie, à Venise, Florence, Rome. Michelet le reconnaît, mais

affirme que c'est en France qu'elle a connu son plein épanouissement et a essaimé dans le monde entier. Michelet est nationaliste : il n'hésite pas à tirer un peu l'histoire du côté de son beau pays.

### **Michelet n'était pas seul**

Dans la préface rédigée en 1869, Michelet se pose donc en véritable inventeur de l'histoire. Il est vrai qu'il règne alors en maître sur son domaine. De son vivant, on parle de lui en disant « Michelet », comme on disait « Balzac » ou « Zola ». Son œuvre monumentale ne doit pas faire oublier qu'avant lui et à la même époque d'autres historiens avaient déjà proposé de l'histoire une vision nouvelle : une vision moins romantique, moins poétique, moins propre à susciter l'émoi national, mais qui mérite justement considération.

Avant Michelet, il y eut François Guizot (son aîné à la Sorbonne). L'homme politique libéral (« Enrichissez-vous ! »), le ministre de l'Instruction publique de 1832 à 1837 (la loi Guizot de 1833 généralise l'enseignement primaire), le chef d'un gouvernement monarchiste renversé en 1848, est aussi l'auteur d'une œuvre importante. Il a écrit notamment une *Histoire de la révolution d'Angleterre*, une *Histoire de la civilisation en Europe*, et une *Histoire de la civilisation en France*. Sa vision de l'histoire accorde ainsi déjà toute sa place à la notion de « civilisation ».

Contemporain de Michelet, citons aussi Augustin Thierry. Karl Marx a emprunté à ce dernier sa théorie de la lutte des classes. En effet, dans ses *Considérations sur l'histoire de France* (1840), A. Thierry propose ce schéma historique. La société française s'est construite au v<sup>e</sup> siècle par la conquête et la domination des Francs sur les Gaulois. Les deux peuples ont fait une nation, les Francs formant la classe des seigneurs et des nobles, les Gaulois celle du peuple. La « lutte des races » est devenue une lutte de classes. La Révolution française sera la « revanche des vaincus ».

Martine Fournier



## Jules Michelet, historien ou mythographe ?

Historien consacré, Jules Michelet a plus d'une fois été accusé d'avoir écrit un « roman national » en lieu et place d'une histoire conforme aux exigences scientifiques. Avant d'examiner ces reproches, il est bon de rappeler que Michelet est responsable d'avoir balisé l'histoire de France avec des événements et des figures inscrites dans la mémoire de chaque écolier : Clovis, François Ier, Henri IV, Louis XIV, Napoléon, et surtout Jeanne d'Arc, campée en héroïne du sentiment national, tous lui doivent beaucoup. Le style lyrique de Michelet a beaucoup fait pour créer leur légende.

Mais est-ce au détriment de l'histoire ? Si certains, comme l'écrivain Sainte-Beuve, l'historien Louis Chevalier et, plus tard, Pierre Chaunu, lui ont reproché son manque de rigueur, d'autres, comme François Furet, lui reprochent d'avoir confondu l'histoire avec une « école de morale ». Plus précisément, il s'est avéré que, malgré son travail sur les archives, Michelet, emporté par ses convictions, avait pris des libertés avec les faits. Ainsi, le médiéviste Pierre Riché l'a accusé d'avoir forgé le mythe de la « terreur de l'an mil », qui n'aurait pas existé sous cette forme dramatique. L'historien Charles Haskins lui a reproché d'avoir propagé la légende selon laquelle l'exil des savants de Constantinople, lors de sa prise par les Turcs (1453), serait à l'origine de la Renaissance en Europe. En réalité, c'est à des sources plus anciennes que l'on doit les traductions des Anciens qui feront le bonheur des humanistes. La thèse de Michelet est aujourd'hui abandonnée. Mais n'est-ce pas le destin des historiens que d'être corrigés par leurs successeurs ?

Il est clair que le style littéraire et passionné de Michelet, qu'on l'apprécie ou non, ne correspond plus à la manière moderne d'écrire l'histoire. Mais Lucien Febvre, le fondateur de l'école des Annales, lui rendit hommage à plusieurs reprises, voyant en lui le créateur d'un genre inédit, l'histoire nationale.

Nicolas Journet

## ALEXIS DE TOCQUEVILLE (1805-1859)

### Concilier égalité et liberté



Dans les années 1830, un jeune aristocrate normand, Alexis de Tocqueville, fait parler de lui. Après un séjour aux États-Unis où il est parti étudier le système pénitentiaire avec son ami Gustave de Beaumont, il rédige un ouvrage au succès immédiat : *De la démocratie en Amérique*. Alors que la France n'est toujours pas parvenue à se doter d'un régime stable et que la monarchie anglaise perd de son attrait, son livre met le doigt sur un dilemme né des révolutions américaine et française. Tocqueville est parti d'un constat : l'inexorable égalisation des conditions qu'il a vu se développer en Europe appelle selon lui une plus grande liberté politique. La démocratie doit donc remplacer la monarchie. Mais un problème demeure : l'égalité des conditions est-elle compatible avec l'exercice de la liberté ?

### L'exemple de la démocratie américaine

C'est en Amérique que Tocqueville cherche la réponse à cette question. Dans son premier volume, il s'inspire de l'œuvre de Montesquieu et répertorie les lois, les mœurs et la géographie qui font la particularité des États-Unis. Puis dans le second, il en extrait une sorte « d'idéal-type » qui lui permet de comparer le système américain avec ce qui se passe dans la société et la vie politique françaises. En Amérique, l'égalité ne se limite pas à la sphère des droits politiques, mais imprègne tous les rapports sociaux. Ce n'est pas une égalité économique, mais une norme culturelle. La démocratie américaine est donc pour Tocqueville un laboratoire. Les institutions américaines semblent cependant difficilement transposables en France.

Le coup d'État de Louis Napoléon Bonaparte en 1851, après lequel Tocqueville quitte la vie politique, confirme la difficulté





d'y concilier égalité et liberté. Pourquoi? Dans son dernier ouvrage, *L'Ancien Régime et la Révolution*, qui connut un accueil mitigé en 1856, Tocqueville tente de comprendre le phénomène révolutionnaire et la situation politique française. Alors qu'aux États-Unis, l'État est né à partir de communautés libres et indépendantes, en France, il s'est imposé par le haut, par la volonté du monarque. Cette histoire a laissé un État centralisé et despotique en héritage à la Révolution française. Le fédéralisme américain, lui, s'est développé sur une table rase. Ce parallèle permet à Tocqueville de mettre le doigt sur la tension entre égalité et liberté, et d'avertir ses contemporains des dangers du despotisme qui guettent la démocratie minée par la recherche de l'égalité.

Ces réflexions ont fait de Tocqueville l'un des grands penseurs politiques de son temps. Élu à l'Académie française, député, connu pour ses positions libre-échangistes et abolitionnistes, il avait tous les atouts en main pour rester dans l'histoire de la pensée. Mais à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, face aux transformations de la société, ainsi qu'à la perte de crédit du modèle américain depuis la guerre de Sécession, il sombrera dans l'oubli. Il n'est redécouvert que dans les années 1960 par Raymond Aron (*Les Étapes de la pensée sociologique*, 1967), qui voit en lui un précurseur de la sociologie compréhensive.

## Un penseur libéral?

Mais cette réhabilitation n'eut pas l'heur de plaire à tout le monde, certains jugeant ses opinions colonialistes comme incompatibles avec un libéralisme authentique. C'est d'ailleurs aussi pour son libéralisme que Tocqueville a pu être mal reçu par de nombreux intellectuels de gauche: R. Aron ne l'avait-il pas tiré de l'oubli pour faire pièce au centralisme marxiste, à une époque où Jean-Paul Sartre faisait l'éloge du communisme? Mais ce rôle lui convenait-il? Dans son *Mémoire sur le paupérisme* (1835), Tocqueville critique effectivement la charité légale et l'État providence. Mais il cherche aussi d'autres moyens pour lutter contre la pauvreté et affirme l'utilité de l'État pour régler la classe industrielle. Certes, Tocqueville a violemment critiqué le socialisme dans son *Discours sur le droit au travail*

(1848). Mais il défend le rôle de l'État et considère la pauvreté ouvrière comme un danger pour la démocratie. Ce qui interdit de le classer parmi les chantres d'un libéralisme radical. Certes, il a soutenu la colonisation de l'Algérie, comme presque tout le monde à l'époque, mais il a prôné l'abolition de l'esclavage. Il s'est aussi opposé au racialisme d'Arthur de Gobineau, qui fut pourtant son ami et protégé. En outre, sa réflexion sur la démocratie est encore d'actualité. Il a su prévoir la baisse des pratiques religieuses, la massification de l'art et la montée de l'individualisme. Beaucoup de ses thèses sociologiques se sont vérifiées dans les années 1960 avec le développement de la classe moyenne et le nivellement des conditions, signalés par Henri Mendras. À la différence de Montesquieu, il a voulu dire que la démocratie n'était pas seulement un système politique, mais aussi un « état social » particulier et qu'il fallait des conditions spécifiques pour que l'égalité sociale aille de pair avec la démocratie libérale.

Solenn Carof



## Contre la démission du citoyen

L'enjeu d'une relecture d'Alexis de Tocqueville tient à son avertissement : selon lui, aucune démocratie n'est à l'abri d'un despotisme « doux et prévoyant ». Ce dernier surgit lorsque les individus abandonnent leur liberté au profit d'une plus grande égalité garantie par un État fort. Tocqueville en avait vu les premiers signes en observant la société américaine, dont le conformisme des opinions le frappait. Plutôt que de défendre leurs idées et leurs droits, les Américains se laissaient porter par leur goût du bien-être privé et laissaient à l'État le soin d'encadrer leur vie. Pour Tocqueville, cet abandon volontaire devait mener au despotisme. Pour conjurer ce danger, il suggérait de restaurer les corps intermédiaires, comme les corporations et les associations, afin de lutter contre la toute-puissance de l'État.

L'avertissement de Tocqueville hante toujours les démocraties modernes, où l'on dénonce la montée de l'individualisme, de l'abstentionnisme, du matérialisme et du recours systématique à l'État. Tocqueville signale les dangers de la désaffection politique et sociale des citoyens. Seul l'exercice de la liberté citoyenne, selon lui, peut empêcher la démocratie de tomber malade de ses propres ambitions, tels que la recherche de l'égalité à tout prix.

S.C.

## CHARLES DARWIN (1809-1882)

### De l'animal à l'homme



Lorsque, douze ans après le succès de *L'Origine des espèces* (1859), Charles Darwin publie un gros traité de plus de six cents pages intitulé *La Descendance de l'homme* (1871), il s'acquitte d'une obligation qu'il a longtemps repoussée. On ne déclare pas impunément que l'homme descend du singe : encore faut-il montrer en quoi les lois naturelles de l'évolution s'appliquent non seulement à sa physiologie, mais aussi à ses comportements. Or, l'homme est « civilisé » : non seulement il n'agit pas exclusivement de manière égoïste, mais il est « cultivé », c'est-à-dire qu'il porte des jugements moraux, sociaux, esthétiques, et enfin il exerce toutes sortes d'activités dont on ne voit pas en quoi elles contribuent à rendre les individus plus ou moins aptes à survivre, comme l'exige le principe de la sélection naturelle. Combien de fois n'avait-on pas dénoncé les conséquences désastreuses pour l'homme de ce principe éliminatoire ? Si Darwin avait raison, les sociétés humaines étaient vouées à n'être, comme l'écrivait Samuel Butler, qu'un chaos d'individus en lutte les uns contre les autres. Ou bien la sélection naturelle serait-elle le lot de toutes les espèces vivantes sauf l'humaine ?

La réponse que donne Darwin à ses détracteurs peut se résumer en trois points. Premièrement, l'homme n'échappe pas aux lois naturelles de l'évolution : beaucoup de ses comportements, même les plus conscients, ont leur source dans des instincts présents chez les animaux. Deuxièmement, parmi les instincts présents chez l'homme, certains ne semblent pas favorables à la recherche individuelle de la survie : ce sont les « instincts sociaux », de solidarité et d'altruisme. Troisièmement, s'il en va ainsi, c'est que les hommes (et certains animaux) ne sont pas tant triés selon leur aptitude à survivre, mais selon leur succès à



|  |            |
|--|------------|
| <u>HERBERT A. SIMON</u>                        |            |
| <u>La rationalité limitée</u>                  | <u>124</u> |
| <u>CLAUDE LÉVI-STRAUSS</u>                     |            |
| <u>Le plus philosophe des ethnologues</u>      | <u>128</u> |
| <u>KONRAD LORENZ</u>                           |            |
| <u>Naissance de l'éthologie</u>                | <u>132</u> |
| <u>PIERRE BOURDIEU</u>                         |            |
| <u>Le maître à penser</u>                      | <u>136</u> |
| <u>PAUL LAZARFELD</u>                          |            |
| <u>L'influence des médias</u>                  | <u>140</u> |
| <u>JEAN-PIERRE VERNANT</u>                     |            |
| <u>À la recherche de l'homme grec</u>          | <u>144</u> |
| <u>ANDRÉ LEROI-GOURHAN</u>                     |            |
| <u>Une anthropologie de la préhistoire</u>     | <u>148</u> |
| <u>PETER BERGER ET THOMAS LUCKMANN</u>         |            |
| <u>L'homme est une production sociale</u>      | <u>151</u> |
| <u>GEORGES DUMÉZIL</u>                         |            |
| <u>La clé des mythes indo-européens</u>        | <u>155</u> |
| <u>JOHN RAWLS</u>                              |            |
| <u>En quête d'équité</u>                       | <u>159</u> |
| <u>RAYMOND BOUDON</u>                          |            |
| <u>Logiques de l'individu</u>                  | <u>163</u> |
| <u>STANLEY MILGRAM</u>                         |            |
| <u>Tous bourreaux ?</u>                        | <u>167</u> |
| <u>EDWARD O. WILSON</u>                        |            |
| <u>Le social expliqué par l'évolution</u>      | <u>171</u> |
| <u>MICHEL FOUCAULT</u>                         |            |
| <u>L'histoire au service de la philosophie</u> | <u>174</u> |
| <u>MICHEL CROZIER</u>                          |            |
| <u>La vie des organisations</u>                | <u>179</u> |
| <u>JÜRGEN HABERMAS</u>                         |            |
| <u>La communication, fondement du social</u>   | <u>182</u> |
| <u>PAUL RICOEUR</u>                            |            |
| <u>Expliquer plus pour comprendre mieux</u>    | <u>186</u> |

|   |            |
|---|------------|
| <u>ANTONIO DAMASIO</u>                        |            |
| <u>L'émotion, moteur de la raison</u>         | <u>190</u> |
| <u>AMARTYA SEN</u>                            |            |
| <u>Repenser les inégalités</u>                | <u>194</u> |
| <u>EDGAR MORIN</u>                            |            |
| <u>À l'assaut de la complexité</u>            | <u>198</u> |
| <br>  |            |
| <u>PETIT DICTIONNAIRE BIO-BIBLIOGRAPHIQUE</u> | <u>203</u> |
| <u>CONTRIBUTEURS</u>                          | <u>219</u> |